



Insiders Mining

Les cercles d'affaires des décideurs

Par la rédaction d'Africa Mining Intelligence



Paru le 26 juillet 2013

Congo-K : les mines au cœur des réseaux ethniques

SOMMAIRE

▶ Les réseaux d'un ministre outsider devenu tout-puissant	3
▶ Les seigneurs des provinces	10
▶ Les gérants de sociétés publiques à la peine	14
▶ De rares privés congolais	16
▶ Des avocats miniers très convoités	27
▶ Chiffres-clés	31

Congo-K : les mines au cœur des réseaux ethniques

Dans cet immense pays au pouvoir central affaibli, les allégeances ethniques priment avant tout, a fortiori dans le secteur des ressources minérales, enjeu économique et politique fort. Qui tient les mines de cuivre, de cobalt, de diamants ou de cassitérite de ce vaste territoire contrôle la manne qui financera, demain, les élections présidentielle et provinciales, ou encore les opérations militaires pour repousser les forces étrangères. Depuis la fin de la deuxième guerre du Congo, en 2003, la province du Katanga est de nouveau parvenue à attirer des investisseurs étrangers dans l'extraction du cuivre et du cobalt, même si la **Gécamines**, le producteur national de métal rouge, tarde à redécoller. De ce fait, les Katangais, dans leurs diverses associations communautaires (*Sempia* pour les *Bemba* du riche sud, *Divar* pour les *Lunda* du sud et *Balubakat* pour les *Luba* du nord), dominent le secteur.

En outre, le secteur minier ne s'est toujours pas remis du décès brutal, dans un accident d'avion le 12 février 2012, d'**Augustin Katumba Mwanke**, que feu **Laurent Désiré Kabila** considérait comme son fils. Katangais, comme Kabila père, d'ethnie *Bemba*, Katumba était devenu l'indispensable conseiller financier et bras droit de **Joseph Kabila**. Katumba, alias "AK 47", avait facilité la promotion de nombreux fonctionnaires dans l'administration minière, où il a laissé derrière lui un immense vide qui tarde à être comblé.

Or, rien ne présage une stabilisation prochaine. Au contraire, les turbulences à venir s'accumulent : le ministre des mines **Martin Kabwelulu**, un *outsider* qui a su tisser son réseau, est en petite forme physique, au point que ses détracteurs estiment qu'il ne sera pas en mesure de mener à son terme l'épineuse réforme du code minier. Qui lui succédera ? Peut-être **Simon Tuma-Waku**, qui a déjà exercé ce poste. **Moïse Katumbi Chapwe**, le subtil et puissant gouverneur du Katanga à qui on prête des ambitions présidentielles, devrait quant à lui être remplacé d'ici la fin de l'année prochaine par un Nord-Katangais.

Sur ce fond d'incertitudes, un entrepreneur israélien, congolais d'adoption, **Dan Gertler**, concentre à lui seul plus de pouvoir politique et financier que nul autre. Arrivé au Congo-K à l'âge de 23 ans, ce joueur dans l'âme a survécu au système de Kabila père, dont il était devenu le roi des diamants, pour s'adapter à celui de Kabila fils, en s'imposant comme l'homme fort de la scène cuprifère et cobaltifère katangaise.

Quand ils ne font pas partie de ce premier cercle de pouvoir, comme c'est le cas de **Glencore**, partenaire de Gertler, les opérateurs miniers étrangers s'attachent les services d'un professionnel local qui a un solide carnet d'adresses. Ils s'entourent aussi d'influents conseils juridiques congolais pour sécuriser au mieux leurs précieux actifs dans cet environnement incertain.

A ses débuts placé sous la houlette de son vice-ministre des mines **Victor Kasongo Shomary**, **Martin Kabwelulu Labilo** a depuis su tisser des réseaux serrés en se rapprochant de l'association ethnique des *Balubakat* et de la famille présidentielle. Au sein de l'administration minière, plusieurs responsables lui ont voué allégeance, tandis que sa progéniture occupe divers postes dans le secteur depuis le début des années 2010.



Martin Kabwelulu Labilo

Né le 13 avril 1948 à Manono

■ Un ministre au réseau ethnique et familiale resserré

Inconnu du secteur avant de prendre le portefeuille des mines en février 2007, **Martin Kabwelulu Labilo** doit sa nomination, en dépit de son inexpérience, à son appartenance au **Parti lumumbiste unifié** (PALU), membre de la majorité présidentielle, et à ses origines katangaises. Il est en effet un des rares Katangais de cette formation, essentiellement implantée dans le Bandundu, à l'ouest de la RDC.

Rien ne l'avait pourtant préparé à ce poste. Natif de Manono (Katanga), diplômé en sciences commerciales et financières de l'**Université nationale du Zaïre**, membre de la **Confédération des travailleurs et paysans** (CTP) de 1994 à 2005 et coordinateur électoral du PALU en 2005-2006, "Frère" Martin habitait Kisenso, un quartier déshérité de Kinshasa, et officiait en tant que diacre au sein d'une "église de réveil". Tout le contraire de Macampagne, le quartier huppé où il possède depuis qu'il est ministre un domaine composé de quatre magnifiques villas.

A ses débuts comme ministre des mines en 2007, il a été chaperonné par son vice-ministre d'alors **Victor Kasongo Shomari**, ancien patron du **Centre d'évaluation et d'expertise des matières précieuses** (CEEC). Puis au fil du temps, il a pris son envol et s'est émancipé de la tutelle de son parti pour développer ses propres réseaux. Il est ainsi devenu un membre éminent de l'association des *Balubakat*, qui regroupe les *Luba*, ethnie la plus puissante du Katanga, localisée dans le nord et à laquelle appartient le président **Joseph Kabila**. Kabwelulu s'était aussi sensiblement rapproché d'**Augustin Katumba Mwanke**, le très influent conseiller du chef de l'Etat, décédé accidentellement en 2012, sa femme **Yvonne Mwepu** et Katumba étant apparentés et tous deux de l'ethnie *Bemba* (sud du Katanga), tout comme le gouverneur du Katanga et très médiatique **Moïse Katumbi Chapwe**.

Au sein de l'association des *Balubakat*, Kabwelulu maintient des liens étroits avec le frère du chef de l'Etat, **Zoe Kabila**. Aux élections générales de novembre 2011, il lui avait même abandonné sa circonscription de Manono pour permettre à Zoe Kabila de s'y faire élire député sans difficulté. A l'époque, Kabwelulu avait été obligé d'aller concourir à Lubumbashi, loin de sa base électorale naturelle, ce qui lui avait valu de perdre les élections.

A peu près à la même époque, à laquelle il était reconduit à son poste de ministre (novembre 2011), ses enfants ont fait leur entrée dans le secteur minier. Une de ses filles, **Mamie Bovie Kabwelulu**, travaille ainsi au CEEC, dirigé par **Alexis Mikandji**, ancien dircab du ministre. Son autre fille **Graci Kabwelulu** s'active, quant à elle, au **CTCPM**, l'organe technique pour la planification et la coordination du ministère des mines, tandis que son fils **Tino Kabwelulu** se retrouve au **Cadastre minier**. **Gloria** et **Thoms**, ses autres enfants, exercent respectivement des fonctions au sein de l'**ITIE-RDC** et du producteur d'or **Kibali**, filiale de **Randgold Resources**.

En petite forme depuis le début de l'année 2013 - il a fait un AVC en janvier -, Martin Kabwelulu aurait demandé au président Kabila de le démettre de ses fonctions. Il doit en effet encore conduire d'ici 2014 la très délicate réforme du code minier, vieux d'à peine dix ans. Mais son bilan

est en demi-teinte. La renaissance des activités minières de l'Etat tarde à se concrétiser. La **Minière de Bakwanga** (MIBA), producteur national de diamants, est moribonde, tandis que la **Gécamines** a seulement généré 20 000 tonnes de cuivre en 2012 (officiellement 35 000 t). Et le processus de revisitation des contrats miniers qu'il a piloté fut un échec : cela a pris deux ans (2007-2009) au lieu de trois mois et a entre autres abouti à la résiliation controversée du contrat de **KMT**, filiale de **First Quantum Minerals**, et à la reprise de ces actifs par **ENRC** par l'intermédiaire de **Dan Gertler**. Au final, l'Etat a dû verser 1,25 milliard de dollars de dédommagements à First Quantum.

SUR LA TOILE

↳ Cadastre minier sur le site du ministère des mines

↳ Biographie de Martin Kabwelulu Labilo sur le site du ministère des mines

Augustin Kasanda Ngoy Tshipepele

- Un secrétaire général des mines besogneux et apolitique

Brillant étudiant en métallurgie, bardé de diplômes des plus prestigieuses universités du monde (**Université de Kyoto**, **Université de Louvain** et **Ecole polytechnique**), **Augustin Kasanda Ngoy Tshipepele** est l'un des experts les plus compétents du gouvernement sur les mines. Néanmoins, son ascension au poste de secrétaire général du ministère des mines, où il a effectué toute sa carrière, a été lente, pour deux raisons essentielles. Bien que d'ethnie *Luba*, il n'est pas originaire du Katanga, dont est issue la majorité des acteurs de l'industrie, mais du Kasaï oriental, la province "rivale" de l'opposant historique **Etienne Tshisekedi**. Augustin Kasanda ne s'est en outre jamais affilié à un parti de la majorité présidentielle. Sa désignation au poste de secrétaire général en janvier 2013 a été imposée au ministre **Martin Kabwelulu** par la primature en remplacement de **Muhindo Songe Luyeye**.

Il est rapidement devenu une personne de confiance de Kabwelulu, car il a la réputation d'être loyal, apolitique et compétent. Il entretient en outre d'excellents rapports avec **Jacky Prosper Ngandu**, le représentant résidant de **Mwana Africa**, ancien dircab de l'ex-ministre des mines **Simon Tuma-Waku**, et ancien bras droit de l'entrepreneur minier **Georges Forrest**. Kasanda et Ngandu se sont connus à Polytechnique et sont ressortissants de la même province. Directeur de cabinet du ministre des mines **Kalimba Mushobekwa** dans les années 90, Kasanda a fait la rencontre à cette époque de **Vital Kamerhe**, ancien président de l'Assemblée nationale et ex-bras droit de **Joseph Kabila**.

Ces dernières années, Augustin Kasanda a été de toutes les décisions stratégiques. Il a assuré les fonctions de rapporteur général de la commission interministérielle de revisitation des contrats miniers (2007-2009), avant d'être nommé, le 31 juillet 2009, directeur général de l'administration des mines. Le poste est occupé depuis janvier 2013 par **Kayembe Bumba**, un géologue originaire du Kasaï. Auparavant, Kasanda était coordinateur de la **Cellule technique de coordination et de planification minière** (CTCPM) jusqu'en 2006. Kasanda est en outre familier de la problématique du diamant et des déboires de la MIBA.

Donat Kampata

- La mémoire du secteur minier

Professeur d'université à la faculté de géologie de l'**Université de Kinshasa**, **Donat Kampata** est membre de l'**Association des géologues du Congo** (Ageco), dirigée par **Félix Mupande**, l'administrateur directeur général du **Cadastre minier**. Sans aspérité politique, le coordinateur général chargé des questions techniques à la **Cellule technique de coordination et de planification minière** (CTCPM) est l'un des principaux conseillers du ministre des mines **Martin Kabwelulu**. Kampata est une sorte de mémoire du secteur minier en raison de sa longue expérience des cabinets ministériels. Il a été dircab de nombreux titulaires du portefeuille des mines tels **Diomi Ndongala** (2003-2006) et **Ingele Ifoto** (2006), et travaillait déjà en 1997 avec le ministre de ce secteur, **Frédéric Kibassa Maliba**. Originaire de la province diamantifère du Kasai, Kampata est avant tout considéré comme un expert.

Le long bail de Kabwelulu aux mines a rapproché Donat Kampata de son ministre. La fille du ministre des mines, **Graci Kabwelulu**, travaille au CTCPM, tout comme son beau-fils **Maxime Kialufwa**, bombardé chef du département des finances de la cellule sise dans l'immeuble **Sozacom**, où siège également le cabinet du ministre dans la capitale. Kampata entretient aussi de bons rapports avec la femme du ministre des mines, **Yvonne Kabwelulu**. C'est elle qui intercède en sa faveur quand le ministre menace de le mettre sur la touche, comme ce fut le cas dans une affaire de surfacturation début 2012. Pour avoir été dircab de Kabwelulu, Kampata est aussi très complice avec **Alexis Mikandji**, le DG du **CEEC**, également ex-dircab du ministre des mines.

Jean-Félix Mupande Kapwa

- Un patron du CAMI proche de la présidence

Ancien conseiller du président **Joseph Kabila** de 2001 à 2003, Katangais du Nord, d'ethnie *Muhemba* proche des *Balubakat*, **Jean-Félix Mupande Kapwa** dirige depuis novembre 2005 le **Cadastre minier** (CAMI), l'organisme chargé de la délivrance et de la déchéance des titres miniers. Il a succédé à **Patrick Mayuba Mavungu**. Comme nombre de ses confrères dans le secteur public, le mandat de cinq ans de **Mupande Kapwa** est officiellement échu, depuis novembre 2010, mais ce dernier reste en poste par souci d'équilibre politique et régional en attendant d'être remplacé. En tant qu'expert des questions minières du **PPRD**, le parti présidentiel dont il est membre, il est en lien étroit avec le palais. Il était notamment très proche de **Katumba Mwanke**, le puissant conseiller du chef de l'Etat décédé. Ses relations avec l'actuel ministre des mines **Martin Kabwelulu** sont par contre plus compliquées. Mupande tente au maximum de limiter les immixtions du ministre dans son organisme, au sein duquel travaille **Tino Kabwelulu**, l'un des fils du ministre.

En tant que président de l'**Association des géologues congolais** (Ageco), Mupande côtoie le coordonnateur du **CTCPM**, **Donat Kampata**, ainsi que **Valentin Kanda**, qui dirige le **Centre de recherche géologique et minéralogique** (CRGM), tous deux membres de cette association. Il est également directeur général du **Réseau national des télécommunications par satellite** (Renatelsat).

Né en 1955, le patron du CAMI est titulaire d'un diplôme en géologie appliquée de l'**Institute for Aerospace and Earth Sciences** de Enschede (Pays-Bas). Actif dans le secteur depuis 30 ans, il a notamment été chef du département chargé de la coordination technique du cadastre, puis administrateur directeur général de l'**Agence nationale de météorologie et de télédétection par satellite**, avant de devenir conseiller au collège technique et des infrastructures près du président **Joseph Kabila**.

Depuis sa nomination, Jean-Félix Mupande doit faire face à divers défis, dont un qui résulte du

désordre foncier datant de la période **Mobutu**. Des concessions minières ont été accordées par le CAMI dans des aires protégées, et même dans le parc national de Kahuzi-Biega (Sud-Kivu), en contradiction avec les engagements internationaux du pays auprès de l'**Unesco** et la loi congolaise de 1969. Par ailleurs, le CAMI manque de fonds pour assurer son bon fonctionnement. Certes, depuis la fin 2010, il est de nouveau autorisé à collecter les droits superficiaires dus par les compagnies minières, mais les rentrées sont difficiles. Au point que le CAMI a dû adresser en mars 2012 un ultimatum aux firmes minières, assorti d'une menace de retrait de leurs permis.

SUR LA TOILE

⇒ Le site du Cadastre minier



Alexis Mikandji Penge

■ Un lumumbiste fidèle de Kabwelulu

Né à Bulungu en 1968, **Alexis Mikandji** est diplômé en droit de l'**Université de Kinshasa**. Avocat de formation, il a pris en 2010 la tête du **Centre d'expertise et de certification des substances minérales précieuses et semi précieuses** (CEEC), en tant qu'administrateur directeur général. A l'origine, les mines n'étaient pas son domaine de prédilection. Il travaillait comme consultant juridique chez **Nzalingo & Frères SPRL**, jusqu'à ce qu'il soit nommé en 2007 dircab du ministre des mines **Martin Kabwelulu** sur instruction de son parti, le **Parti Lumumbiste unifié** (PALU), auquel appartient également le ministre.

Néophyte, Mikandji a su progressivement gagner la confiance de Kabwelulu en lui étant loyal et dévoué. Il a notamment présidé la très sensible commission de revisitation des contrats et conventions miniers de 2007 à 2009, avec le soutien d'**Augustin Kasanda Ngoy**, le secrétaire général des mines et rapporteur de la commission. Les deux hommes avaient appris à se connaître lorsque Mikandji était directeur de cabinet et que Ngoy, alors à la **Cellule technique de coordination et de planification minière** (CTPCM), le briefait régulièrement sur le secteur. A l'issue de ses trois ans comme directeur de cabinet, Martin Kabwelulu a récompensé Mikandji en le nommant à la tête du CEEC. Par la suite, **Mamie Bovie**, l'une des filles du ministre, a été embauchée au CEEC.

D'ethnie *Pende*, à l'instar du fondateur du PALU **Antoine Gizenga Fundji**, dont il est proche, Mikandji entretient également des liens étroits avec l'ex-premier ministre **Adolphe Muzito**, autre cadre du parti lumumbiste et autre membre de l'ethnie *Pende*, dominante au sein de cette formation politique.

Le leadership de Mikandji à la tête du CEEC est fortement disputé par son numéro deux, le directeur général adjoint **Pascal Nyembo Muyumba**, qui ne l'apprécie guère. Tout oppose les deux hommes. L'un est de l'ouest et appartient au PALU, tandis que l'autre vient de l'est et est membre du **PPRD**. Avocat, Mikandji a une relation privilégiée avec Kabwelulu, tandis que Nyembo, qui ignore superbement le ministre, est avant tout proche de **Joseph Kabila**, dont il a assuré la sécurité quand il est devenu président en 2001. Lorsque ce dernier était chef d'état-major des armées en 1999 et 2000, Nyembo, qui travaille pour les services spéciaux, a été son homme de main. Nyembo a aussi des affinités avec **Maman Sifa**, la mère du chef de l'Etat, car ils sont de la même communauté, *Bangu Bangu*, de la Province du Maniema (est). Fort de ses appuis, il n'en fait qu'à sa tête et ne cache pas en privé son ambition de prendre la place de Mikandji.

Nyembo et Mikandji se sont toutefois faits épinglez tous les deux le 17 avril 2012 par l'intersyndicale du CEEC pour "*gestion prédatrice*" du comité de direction : achat dispendieux d'un immeuble de 5

millions de dollars à Gombe, envolée de la dette interne, mauvaise affectation des ressources financières, explosion des frais des mandataires, etc. Ces syndicalistes réclamaient un audit de l'inspection générale des finances et la mise à pied du comité de direction. Mais ce sont eux qui ont été suspendus le 19 avril 2012.

SUR LA TOILE

⇒ Site de la CEEC

Baudouin Iheta

■ Le protégé d'Nkulu Kilombo

Baudouin Iheta Musombo, Katangais, géologue de formation, est une figure incontournable des industries extractives congolaises. Il préside depuis une dizaine d'années aux destinées du **Service d'assistance et d'encadrement du Small Scale Mining** (Saesscam, public), dont il est le coordinateur. Ce secteur artisanal est plus important que son pendant industriel, à la fois en volume des minerais extraits et en nombre d'employés. Baudouin Iheta a succédé en 2003 à **Léonide Mupepele**, dont il était l'adjoint. Pour obtenir cette promotion, il a bénéficié de l'aide de son mentor, l'avocat **Nkulu Kilombo**, un *Luba* du Katanga (l'ethnie la plus puissante du Katanga et de RDC), ambassadeur au Rwanda depuis 2009 et proche de **Joseph Kabila** dont il a été directeur de cabinet adjoint (2003-2007).

La connexion entre Baudouin Iheta et Nkulu Kilombo, tous deux Katangais, a été établie par **Delphin Tshimena**, alors cadre du Saesscam et neveu de la femme de Nkulu. Delphin Tshimena et Baudouin Iheta se sont ensuite brouillés jusqu'au point où le second a révoqué le premier, lequel a peu après rejoint la **Banque mondiale** pour travailler sur le volet minier de la RDC. Baudouin Iheta s'est également appuyé sur l'ancien vice-ministre des mines **Kasongo Shomary** pour prendre la tête du Saesscam.

Baudouin Iheta, dont le mandat de cinq ans a officiellement expiré en 2008, semble avoir peu de chances d'être reconduit. Faute de moyens, le Saesscam n'est pas en mesure de répondre aux petits mineurs qui occupent illégalement des concessions appartenant aux compagnies industrielles. Mais Iheta conserve ses entrées à la présidence, où son adjoint **Clément Mudiayi** est le conseiller du chef de l'Etat en matière de mines, un poste avant tout honorifique. Avant de rejoindre le Saesscam, Baudouin était cadre à **SEP Congo**, une entreprise publique-privée spécialisée dans le stockage et la distribution des hydrocarbures.

Paul Mabolia Yenga

■ Le monsieur "bonne gouvernance" de la communauté internationale

Dans une administration minière dominée par les Katangais, **Paul Mabolia Yenga**, 56 ans, originaire de la province de l'Equateur, détonne un peu. A la fois technicien et politique, c'est un ancien cadre de la **Gécamines** et un ex-conseiller du ministre des mines, **Martin Kabwelulu**. Paul Mabolia Yenga a été coordinateur du **Processus de Kimberley** (PK) au ministère, et à ce titre fut l'interlocuteur privilégié du belge **Mark Van Bockstael**, ancien membre du comité de suivi du Processus de Kimberley et président du groupe d'experts du PK. Sous son pilotage, en janvier 2003, Paul Mabolia a décroché l'adhésion du Congo-Kinshasa au Processus de Kimberley.

Longtemps proche de **Diomi Ndongala**, l'ex-ministre des mines devenu bras droit de l'opposant **Etienne Tshisekedi** et emprisonné au **Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa** depuis 2013, Mabolia a dès lors pris ses distances avec son ancien mentor. Entre temps, il a consolidé ses rapports avec Kabwelulu.

Mabolia est surtout connu comme le coordinateur de l'unité d'exécution du projet *Promines*, lancé en juillet 2012 et cofinancé à hauteur de 92 millions de dollars par l'**Association internationale de développement** (AID), du groupe **Banque mondiale**, et par le *Department for International Development* britannique (DfID) à concurrence de 40 millions \$. Son unité a pour mission de contribuer à l'augmentation de la production minière et de la valeur ajoutée, et à l'amélioration de la bonne gouvernance. En tant que président du comité de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles de la **Conférence internationale sur la région des Grands Lacs**, (CIRGL), il est également impliqué dans la problématique des minerais des conflits et connaît bien **John Kanyoni**, l'un des vice-présidents de la **Chambre des mines**. C'est aussi à travers Mabolia que le gouvernement tente d'établir un dialogue avec les miniers au sujet du projet de révision du code minier. Ce marché a été attribué par son service *Promines* au cabinet **Emery Mukendi Wafwana**.

Mabolia a collaboré avec les ministres des mines successifs **Ingele Ifoto**, **Louis Léonce Muderhwa** et **Matthieu Kalele**. Economiste formé au Canada, il a rejoint en 1986 la Gécamines, où il a été affecté à Londres avec pour mission la vente des produits miniers aux Britanniques et aux Scandinaves. En 1996, il a été envoyé à New York comme vice-président de l'**African Metals Corp.**, joint-venture entre la Gécamines et **Umicore** (ex-**Union minière**). Il a réintégré la Gécamines Bruxelles en 2001 en tant que responsable du marketing et des analyses financières.



Jeremy Mack Dumba

■ La bête noire de la régie financière

"Monsieur transparence" du secteur extractif de la RDC, **Jeremy Mack Dumba** est depuis 2011 le secrétaire exécutif de l'**ITIE-RDC**, l'organisation qui promeut la transparence dans les industries extractives financée entre autres par la **Banque mondiale** et les industriels privés. Professeur d'économie, Mack Dumba est proche du premier ministre **Augustin Matata Ponyo** et du vice-premier ministre **Daniel Mukoko Samba**, tous deux partisans de plus de transparence dans les recettes générées par le secteur minier, et sur lesquels il s'appuie pour obtenir les moyens de sa politique.

Il entretient aussi d'excellents rapports avec le ministre des mines **Martin Kabwelulu**, dont la fille **Gloria** est d'ailleurs employée au sein d'ITIE-RDC. Le ministre du plan et président du conseil exécutif de l'ITIE-RDC, **Célestin Vunabandi**, est aussi en bons termes avec Dumba. Les relations de Dumba sont par contre exécrables avec le vice-ministre des finances **Roger Shulungu**. Dumba égratigne régulièrement les services de Shulungu, qu'il soupçonne de mauvaise gestion. Ainsi, le dernier rapport de l'ITIE-RDC 2010 publié en janvier 2013 épingle la **Régie financière**, en particulier la **Direction générale des recettes administratives, domaniales, judiciaires et de participation** (DGRAD), pour une perte de 88 millions de dollars de recettes issues de la redevance minière. Ce trou est en partie à l'origine de la suspension de la RDC de l'ITIE début 2013. La directrice de la DGRAD, **Joséphine Swalehe**, a très peu goûté la mise à l'index de sa régie, considérée comme la moins performante du pays. Cette remontée de bretelles a tendu les relations entre le coordonnateur et la DGRAD, ainsi qu'avec Shulungu.

Au comité exécutif de l'ITIE-RDC, le professeur Jeremy Mack Dumba côtoie notamment **Simon Tuma-Waku** et **John Kanyoni**, également membres. Dumba est aussi assez proche du ministre de

l'environnement **Bavon N'sa Mputu Elima**, qui veut voir son secteur couvert par le prochain rapport ITIE. Dumba espère obtenir la réintégration de la RDC au sein de l'ITIE au plus tard en 2014.

SUR LA TOILE

- ↳ Fiche de Jeremy Mack Dumba sur le site de l'ITIE
- ↳ Interview RFI de Jeremy Mack Dumba
- ↳ Article de Radio Okapi sur la suspension de la RDC de l'ITIE

Dans les mines, deux provinces fortes ressortent en particulier : le Katanga bien sûr, mais aussi le Kasai, dont la production de diamants artisanaux surpasse celle de pierres industrielles. C'est dans le business que se sont avant tout imposés leur gouverneur respectif. **Moïse Katumbi Mwanke**, que certains verraient bien prendre la place de **Joseph Kabila**, se prépare d'ailleurs une porte de sortie en montant un projet dans le cuivre. Membre du lobby des négociants *Luba*, **Alphonse Ngoyi Kasanji** s'est fait connaître lorsqu'il a découvert avec d'autres une gemme de taille exceptionnelle, finalement vendue à l'époque, et non sans lui causer des problèmes, par la société **Idi Diamonds** de **Dan Gertler**.



Moïse Katumbi Chapwe

■ Un puissant gouverneur qui fait de l'ombre à Kinshasa

Moïse Katumbi Chapwe, 49 ans, élu gouverneur du Katanga par 94 voix sur 102 en 2007, est l'une des principales personnalités de la scène minière et du monde politique congolais. Fils de **Nissim Soriano**, un membre de la communauté juive italianophone de Rhodes, et de **Virginie Katumbi Mwenda**, katangaise, d'ethnie *Bemba*, Moïse Katumbi a fait son entrée indirecte dans le monde minier katangais en se lançant dans la pêche industrielle et en devenant fournisseur de poisson pour l'entreprise d'Etat **Gécamines**. En cela, il a marché dans les pas de son frère, le riche homme d'affaires **Raphaël Katebe Katoto**. Toujours en collaboration avec son frère, Katumbi a ensuite élargi ses activités à la Zambie, où il a tissé des contacts étroits avec l'ancien président de ce pays, **Frederick Chiluba**, également membre de l'ethnie *Bemba*. Rappelons que le défunt conseiller présidentiel **Augustin Katumba Mwanke** était également d'ethnie *Bemba*.

Parallèlement, Moïse Katumbi s'est investi directement dans les mines, en devenant actionnaire en 2003 de la société **Twatotela Mining SPRL** et en acquérant l'année suivante, au nom de son fils alors mineur, **Champion Katumbi**, la majorité des parts de la **Mining Company Katanga (MCK)**. Cette entité avait été créée par **Léopold Chamberland** et **Kenneth Maclead**. MCK a obtenu par la suite, en échange d'une créance de deux millions de dollars de Katumbi sur la Gécamines, une participation de 80% dans trois importants gisements de cuivre, *Kinsevere*, *Tshifufia* et *Nambulwa*. Ces actifs ont été revendus ultérieurement, et en plusieurs étapes, pour 61,3 millions \$ à la société australienne **Anvil Mining**, dont Katumba Mwanke était membre du conseil d'administration.

Diffusé en Europe en avril 2013, le documentaire *L'irrésistible ascension de Moïse Katumbi* du cinéaste belge **Thierry Michel** a beaucoup alimenté les spéculations autour de la prétendue volonté du gouverneur de succéder à **Joseph Kabila** à la présidence. Mais il n'est même pas certain que Katumbi veuille se succéder à lui-même. En 2009, le sabotage du train d'atterrissage de son jet privé à l'aéroport de Ndjili-Kinshasa a été vécu par le gouverneur comme un avertissement de la part de l'entourage du chef de l'Etat.

A l'origine, Moïse n'était pas favorable au pouvoir. C'était un opposant à l'instar de son frère. En 2001, lors de l'accession à la magistrature suprême de Joseph Kabila, Katumba Mwanke l'a convaincu, par l'entremise de **Vital Kamerhe**, l'ancien président de l'Assemblée et bras droit du président, de rejoindre la majorité. Contre l'avis de son frère, Katumbi a alors changé son fusil d'épaule et a apporté son soutien au chef de l'Etat, en particulier lors des négociations politiques de Sun City, en 2003. De là est née une union sacrée avec Katumba Mwanke. Mais avec Kamerhe, patron de l'**UNC** arrivé troisième lors du scrutin présidentiel de novembre 2011, les relations se sont distendues dès 2009 lorsque ce dernier a pris ses distances avec Kabila et qu'il est devenu le rival de Katumba Mwanke.

Moïse Katumbi maintient en outre toujours des liens avec certains opposants, à l'instar du député **Jean-Claude Vuemba** ou encore de **Roger Lumbala**, qui a rejoint la rébellion du **M23** dans l'est.

Le bras droit de ce dernier, **Moïse Moni Dela**, secrétaire général du parti de Lumbala, est le frère aîné de **Salomon Idi Kalonda**, très proche du gouverneur du Katanga. Katumbi cultive aussi de solides amitiés avec le sénateur critique de la majorité **Modeste Mutinga Mutwishayi**. Rapporteur du Sénat, ce dernier est à la tête du plus puissant groupe de presse du pays, qui comprend *Le Potentiel*, le plus grand quotidien de la RDC, qui fait régulièrement la promotion du gouverneur du Katanga et de ses entreprises.

En fait, Katumbi préparerait depuis 2011 sa reconversion aux affaires. En octobre de cette année-là, il a inauguré les installations de la société **Kipoi SPRL**, dont l'objectif de production est de 600 000 tonnes de concentrés de cuivre dans une première phase moyennant un investissement de 60 millions de dollars. Il s'agit d'un projet conjoint de la Gécamines et de la MCK dont la gestion est assurée depuis le début de son mandat de gouverneur par son épouse, **Karine**.

Katumbi restera quoiqu'il adienne influent au Katanga, à la fois en sa qualité de président du club de football de Lubumbashi, le **Tout-puissant Mazembe**, champion d'Afrique 2009, dont Idi Kalonda est le directeur financier, et en tant que membre de l'association culturelle **Sempia**. Cette entité, dirigée par l'ancien PDG de la Gécamines **Calixte Mukasa Kalembwe**, regroupe les Katangais du sud, et comptait entre autres comme membre le défunt conseiller présidentiel Augustin Katumba Mwanke, neveu de Mukasa Kalembwe.

Très influent, mais non sans ennemi - L'influence de Katumbi lui vaut des ennemis. Hier son bras droit et son avocat, l'ancien bâtonnier de la province du Katanga **Jean-Claude Muyambo**, ex-ministre aux affaires sociales et humanitaires en 2007, est ainsi devenu un adversaire féroce. Bien que tous les deux métissés et de même ethnie, les deux hommes se vouent une haine tenace, qui a culminé en 2012 par la publication par Muyambo d'une série de lettres ouvertes faisant état d'actes de corruption présumés du gouverneur. Derrière l'initiative de Jean-Claude Muyambo, les observateurs ont vu la main de Kabila, agacé par la popularité du gouverneur du Katanga. Le président aurait manœuvré par le biais de son frère **Zoe Kabila**, qui s'est rapproché de Muyambo. Cette campagne de diffamation laisse entrevoir les enjeux électoraux de 2016. Katumbi constitue la meilleure chance pour la majorité de conserver le pouvoir si Kabila, dont c'est le dernier mandat, ne modifie pas la constitution.

Pour affaiblir le gouverneur du Katanga, le pouvoir s'appuie aussi sur un autre Congolais métissé, **Nazem Nazembe**, d'origine libanaise. Ce député provincial du Katanga, populaire à Lubumbashi et businessman, finance le club rival à Mazembe, le **FC Lupopo**.

Dans cette lutte féroce, Moïse Katumbi peut compter sur le soutien du président de l'Assemblée provinciale du Katanga, **Gabriel Kyungu Wa Kumwanza**, membre influent de l'association de *Balubakat*. Un autre appui de taille est le ministre de la santé, **Félix Kabange Numbi**, président du parti **Entente congolaise pour le travail** (ECT), fondé par Moïse Katumbi pour contourner les rivalités au sein du **PPRD** mais qui fait de plus en plus d'ombre à ce dernier. Moïse a aussi de bonnes relations avec l'Eglise catholique, très critique à l'égard du pouvoir de Kabila. Rappelons qu'elle avait refusé le mariage du président en 2006 à la veille des premières élections pluralistes de la RDC et que le chef de l'Etat avait dû se résoudre à faire célébrer son mariage chez les protestants.

Le gouverneur est plutôt apprécié des compagnies minières. Katumbi s'est beaucoup investi en faveur des opérateurs implantés localement pour leur éviter des taxations abusives ou fantaisistes, tout en n'hésitant pas à faire expulser des ressortissants chinois en situation irrégulière. Il a aussi œuvré pour un meilleur recouvrement des impôts dus à la province par les entreprises, ainsi qu'au respect de la législation congolaise en matière de sécurité du travail pour les mineurs du secteur formel. Courant avril 2013, Katumbi a par exemple encore volé au secours des compagnies minières en annonçant qu'il ne mettrait pas en application un décret du ministre des mines **Martin Kabwelulu Labilo** et du ministre délégué auprès du premier ministre pour les finances, **Patrick**

Kitebi, interdisant l'exportation de concentrés de cobalt. Le gouverneur estime la mesure inapplicable dans la mesure où l'approvisionnement énergétique de la **Société nationale d'électricité** (SNEL) est insuffisante pour alimenter des unités de transformation sur place. Les entreprises minières redoutent donc le départ à la retraite du gouverneur.

SUR LA TOILE

- | | |
|-----------------------|----------------------------------|
| ⇒ Sa fiche Wikipédia | ⇒ Site du film de Thierry Michel |
| ⇒ Son profil Facebook | ⇒ Talk Show avec Moïse Katumbi |



Alphonse Ngoyi Kasanji

■ Le patron des diamants à la tête du Kasai

Gouverneur du Kasai oriental depuis février 2007, **Alphonse Ngoyi Kasanji** est un natif de la région, né à Ngandajika. Ancien président de la **Fédération congolaise des diamants** (Fecodi), il a connu la notoriété à l'international en mettant la main, avec un groupe de négociants début juin 2000, sur une gemme de 265,85 carats, soit plus de deux fois et demi la taille du célèbre *Koh-i-Noor*, (la montagne de diamant), joyau de la couronne britannique. La pierre, baptisée *Ngokas* en référence au nom de son acquéreur, fut achetée pour 5,5 millions de dollars en 2000. La célébrité de Ngoyi Kasanji a été accrue par les péripéties qui ont suivi cette découverte. Le 3 juin, il fut arrêté par l'**Agence nationale de renseignement** (ANR) et le diamant fut saisi, provoquant une mobilisation générale des négociants *Luba*, son ethnie d'appartenance. Le leader de l'opposition **Etienne Tshisekedi wa Mulumba**, président de l'**Union démocratique pour le progrès social** (UDPS), qui se considère vainqueur de la présidentielle de novembre 2011, s'était également mobilisé.

Finalement, le pouvoir en place comprit qu'il était de son intérêt de faire de Ngoyi Kasanji un allié. Il fut libéré de prison en juillet 2000 avant de se voir promettre la restitution de la pierre en octobre de la même année par le président **Laurent Kabila** lors d'une audience particulière. Finalement, la pierre sera vendue à la bourse internationale de Tel Aviv par **Dan Gertler**, l'ami israélien du chef de l'Etat, petit-fils du président de cette bourse et patron de la firme **Idi Diamonds**. Cette société avait obtenu en juillet 2000 le monopole d'achat et d'exportation de diamants artisanaux de la RDC. La vente s'est conclue à un prix inférieur à la valeur du diamant, estimée par Ngoyi Kasanji à 13,5 millions \$. Le produit sera versé à Ngoyi, non sans que le Trésor congolais eut prélevé sa part de taxes et qu'Idi ait empoché sa commission. La manière dont s'est conclu cet épisode rocambolesque traduit l'importance dans le pays du lobby des négociants *Luba* du Kasai oriental. Et c'est pour se le concilier que Ngoyi Kasanji a été nommé en février 2007, après l'élection de Joseph Kabila à la présidentielle, gouverneur de la province du Kasai.

Alphonse Ngoyi Kasanji a vu sa popularité s'effriter dans la province au fil du temps en raison de son choix pro-Kabila lors de la présidentielle de novembre 2011, au détriment de l'enfant du pays, **Tshisekedi**, plébiscité au Kasai oriental. En outre, contrairement à son homologue katangais Moïse Katumbi Chapwe, gouverneur d'une province où la production minière a connu un essor spectaculaire depuis son élection, Ngoyi Kasanji a vu son mandat coïncider avec l'inexorable déclin de la seule entreprise industrielle du secteur, la **Minière de Bakwanga** (MIBA), dont la production de diamants a dramatiquement chuté depuis début 2009, notamment suite à la décision de **De Beers** de mettre fin à ses activités dans la région. Depuis, le gouverneur a plaidé en compagnie de Moïse Katumbi auprès du gouvernement pour que celui-ci accorde à la **Société nationale des chemins de fer du Congo** (SNCC) les moyens pour réhabiliter son réseau et désenclaver la province. Mais ces efforts n'ont guère été couronnés de succès.

Les seigneurs des provinces

SUR LA TOILE

↳ Sa fiche Wikipédia

↳ Sa fiche LinkedIn

Quatre ans après la conclusion du processus de revisitation, force est de constater que les grands patrons des compagnies minières publiques - **Michel Makaba Mbumba**, à la tête de la **Sokimo** ; **Hubert Kazadi Mabika**, à la tête de la **Sacim**, etc. -, bien que connectés politiquement, tardent à redresser les unités en question. Faute de l'octroi de capitaux suffisants de la part du pouvoir central ? Transformée en société commerciale mais toujours contrôlée par l'Etat, la **Gécamines** fait figure de pâle exception avec un timide redémarrage de sa production de cuivre et de cobalt. Et pour cause : elle est pilotée par le puissant patron des patrons congolais, **Albert Yuma Mulimbi**, qui a ses entrées chez **Joseph Kabila**.



Albert Yuma Mulimbi

■ Un Katangais pour faire renaître la Gécamines

Originaire de la région katangaise de Kongolo, non loin de la région natale de **Laurent Désiré Kabila**, **Albert Yuma Mulimbi**, 57 ans, appartient à l'ethnie *Hemba*, une ethnie proche des *Luba* qui partage le même espace territorial au nord du Katanga. En tant qu'administrateur de la **Banque centrale du Congo** (BCC), dont il préside le conseil du comité d'audit, il est considéré comme un intime de **Jean-Claude Masangu Mulongo**, ex-gouverneur la banque centrale.

En le nommant président du conseil d'administration de la **Gécamines** le 20 novembre 2010, le président Kabila a voulu confier le redressement de l'entreprise nationale à un homme de premier plan du secteur privé reconnu localement et à l'étranger. Albert Yuma est président de la **Fédération des entreprises du Congo** (FEC), mais aussi directeur général adjoint de la compagnie **Utexafrica**, filiale de la société financière et de gestion belge **Texaf**, qu'il a rejoint en 1983. Il est également administrateur de la **Chambre de commerce belgo-congolaise**, et à ce titre un interlocuteur privilégié de la **Chambre de commerce Belgique-Luxembourg ACP** de Bruxelles. En novembre 2011, il a été élu pour trois ans à la présidence de la **Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones**. Albert Yuma a de fortes attaches en Belgique, depuis l'époque où il a obtenu un Master en sciences économiques appliquées de l'**Université catholique de Louvain**.

Yuma est l'une des rares personnalités qui peuvent se targuer de recevoir chez eux la visite du président Kabila. Sa relation personnelle avec le chef de l'Etat, avec qui il déjeune régulièrement, lui donne l'ascendant sur son administrateur directeur général (ADG) **Ahmed Kalej Nkand**, un *Ruund* (autre nom désignant un *Lunda*) de l'association *Divar*. Yuma entretenait également de bons rapports avec le conseiller présidentiel disparu **Katumba Mwanke**.

Annoncé en août 2011, son "*plan de développement stratégique*" de la Gécamines projette de refaire de l'ancienne entreprise d'Etat, qui a acquis fin 2010 un statut de société commerciale même si le capital demeure encore entièrement public, un producteur de cuivre et de cobalt significatif. Il vise un objectif de 160 000 tonnes de cuivre à l'horizon 2016.

Yuma a obtenu au cours du second semestre 2012 une part substantielle du montant nécessaire au financement du plan (plus de 900 millions \$ sur 1,5 milliard), en signant notamment un accord de financement de près de 270 millions \$ avec la **Development Bank of Southern Africa** (DBSA) pour la réhabilitation des infrastructures et l'acquisition d'engins miniers. Toujours au second semestre 2012, Yuma a lancé un audit des partenariats de la Gécamines afin que ces associations d'affaires lui rapportent davantage de dividendes.

La politique volontariste de Yuma a toutefois eu des conséquences importantes dans la *copperbelt* : la Gécamines a récupéré le contrôle des gisements de *Deziwa* et d'*Ecaille C* en les rachetant auprès de **Platmin Congo**, filiale à 100% de **Copperbelt Minerals**, dans la joint-venture **Société**

minière de **Deziwa et Ecaille C** (Somidec SPRI). De même, courant 2011, elle est devenue l'unique actionnaire de la **Compagnie minière du Sud-Katanga** (CMSK) en rachetant la participation de **Forrest** et en obtenant le contrôle exclusif du gisement de cuivre de *Luiswishi*. Enfin, face à la pénurie de courant électrique qui constitue le goulet d'étranglement le plus important pour l'industrie minière du Katanga, Yuma a décidé que la Gécamines allait relancer l'exploitation à grande échelle du charbon du gisement de *Luena* afin d'alimenter une centrale thermique de 500 MW.

Suite à l'échec du *Programme économique du gouvernement* (PEG II) en décembre 2012 en raison de la mauvaise gouvernance dans le secteur minier avec l'affaire **Comide**, Yuma a été gravement mis en cause. Cette déconvenue a fortement irrité le premier ministre **Augustin Matata Ponyo**, qui a demandé sa tête. Mais Kabila a préféré une conciliation entre les deux hommes, qui se tolèrent, depuis, sans s'apprécier. Yuma est en outre proche du directeur de cabinet adjoint du chef de l'Etat chargé de questions économiques et financières, **Henry Yav Muland**. Ce dernier a été son administrateur délégué à la FEC avant de rejoindre le cabinet du président.

SUR LA TOILE

↳ Article de Jeune Afrique sur Albert Yuma Mulimbi

↳ Biographie d'Albert Yuma Mulimbi



Ahmed Kalej Nkand

■ Un ADG de la Gécamines isolé

Le choix de l'administrateur délégué de la **Gécamines**, **Ahmed Kalej Nkand**, désigné en même temps qu'**Albert Yuma**, le président du conseil d'administration de l'entreprise, s'est fait directement sur instruction d'**Augustin Katumba Mwanke** en 2010. Ahmed Kalej était auparavant directeur de la trésorerie de la **Banque centrale du Congo**.

Comme Yuma, Ahmed Kalej est un Katangais, mais un Katangais du Sud. Sa nomination visait à satisfaire la principale ethnie du *copperbelt*, celle des *Lunda* et du chef mythique de la sécession katangaise, **Moïse Tshombe**. Certains parlent de Kalej comme l'un des successeurs possibles de **Moïse Katumbi Chapwe** au poste de gouverneur de la région. Mais c'est improbable car l'usage veut qu'après sept années de règne d'un Katangais du sud, un Katangais du nord prenne la relève.

Ahmed Kalej Nkand était très proche de Katumba Mwanke, dont il fut le directeur de cabinet lorsque celui-ci était gouverneur du Katanga en 2000. La disparition de son mentor le laisse quelque peu orphelin. D'autant qu'il n'a pas d'entrée directe chez le président de la république. Kalej est donc obligé de s'effacer face à Yuma, quoiqu'il peut compter sur le soutien du dircab adjoint du chef de l'Etat, **Henry Yav Muland**, comme lui *Ruund* (autre mot pour désigner l'ethnie *Lunda*), et membre de l'association *Divar*.

SUR LA TOILE

↳ Emission Focus avec Ahmed Kalej Nkand

↳ Site de la Gécamines

↳ Kalej Nkand sur Jeune Afrique

A quelques exceptions près, les professionnels congolais sont majoritairement employés dans les compagnies minières étrangères, qui s'appuient sur leurs précieux carnets d'adresses pour protéger et faire avancer leurs intérêts. **Victor Kasongo Shomary**, l'ancien vice-ministre des mines, **John Kanyoni** et **Serge Mulumba** dérogent à cette règle ; ils ont monté leur propre société. Fort de ses relations exceptionnelles tissées avec le clan **Kabila**, **Dan Gertler**, Israélien détenteur de la nationalité congolaise, occupe une place à part. Hier roi des diamants, il monte aujourd'hui en puissance sur la scène du cuivre et du cobalt avec comme partenaire **Glencore**.



Victor Kasongo Shomary

- L'ancien ministre reconverti dans la cassitérite

Victor Kasongo Shomary, l'ancien vice-ministre des mines écarté du gouvernement en février 2009 par feu **Augustin Katumba Mwanke**, fait son come-back dans le monde des affaires. Après avoir servi l'Etat congolais pendant neuf ans et après moult promesses non tenues de **Joseph Kabila** d'un nouveau portefeuille, Victor Kasongo, las d'attendre, a créé sa compagnie. Il est désormais à la tête de la holding **Congo Premier Group SPRL**, dont la société opératrice **Mining i-Metals (MIM)**, basée à Kinsangani, produit des lingots de cassitérite pure à partir de sa fonderie. Pour monter son affaire, Shomary a notamment bénéficié d'un financement d'une banque de Dubaï, à hauteur de 3 millions de dollars.

Kasongo Shomary connaît bien le secteur minier congolais. Ancien directeur général du **Centre d'évaluation et d'expertise des matières précieuses (CEEC)**, dirigé par **Alexis Mikandji**, Kasongo avait auparavant piloté l'**Office d'or de Kilo-Moto (Okimo, public)**, l'ancêtre de la **Sokimo**. Il s'était à l'époque fortement opposé aux sociétés **Motolgoldmines** et **Borgakim** de l'homme d'affaires belge **Jean-Claude Damseau**, qu'il accusait d'avoir pillé l'Okimo en mettant la main sur le fameux gisement **KCD**. Dans ce dossier, Shomary n'avait été ni entendu, ni soutenu par l'ancienne ministre du portefeuille **Jeannine Mabunda**. Les concessions sont devenues propriété de **Kibali**, la filiale de **Randgold Resources**, en 2009, après une belle opération de vente des 70% de Motogoldmines. Jeannine Mabunda siège depuis au conseil d'administration de Randgold.

Formé en Belgique à l'**ULB**, l'ingénieur Kasongo Shomary a longtemps travaillé chez **Anglo American** en Afrique du Sud. Avec **Kalaa Mpinga** et **Simon Tuma-Waku**, il était parmi les trois Congolais les mieux placés dans l'industrie minière sud-africaine.

SUR LA TOILE

↳ Son CV

Louis Watum Kabamba

- L'homme de confiance de Randgold

Ingénieur chimiste et métallurgiste, détenteur de plusieurs brevets d'inventions, **Louis Watum Katamba** fait figure de spécialiste du secteur minier congolais et africain. Représentant résident de **Randgold Resources** en RDC et directeur général de **Kibali Goldmines**, il supervisera d'ici la fin de l'année 2013 l'entrée en production de la mine de Kibali, située dans la localité de Doko (Province orientale). Ce gisement est considéré comme l'un des plus riches au monde.

Homme à la stature imposante, Louis Watum entretient de bons rapports avec les autorités

nationales, en particulier avec le président **Joseph Kabila**, qui a visité son projet en 2011. Pour faire avancer le programme de développement de Kibali, Watum voit régulièrement les plus hautes autorités nationales, en commençant par **Aubin Minaku**, le président de l'Assemblée nationale, avec lequel il entretient d'excellents rapports. Ses rapports sont tout aussi bons avec le premier ministre **Augustin Matata Ponyo**. Watum est aussi très proche de l'ancienne ministre **Jeannine Mabunda Lioko**, qui s'est également déplacée à Kibali dans le passé. C'est avec elle, lorsqu'elle était ministre du portefeuille du gouvernement **Muzito** en 2009, que Watum boucla l'achat de 20% du site aurifère. Depuis début 2013, Mabunda, haute cadre du **PPRD**, ancienne proche de feu **Katumba Mwanke**, siège au *board* de Randgold.

Une fois diplômé en ingénierie de la faculté polytechnique de l'**Université de Lubumbashi**, Louis Watum a démarré son parcours de minier à la **Gécamines** au Katanga, entreprise publique de premier plan dans les années 70 et début 80. L'unité générerait à l'époque près de 500 000 tonnes de cuivre par an et pourvoyait au budget de l'Etat à hauteur de 60%. A la Gécamines, Louis Watum était responsable de la production de cathodes de cuivre et de cobalt de l'usine de *Shituru* à Likasi. Au début des années 90, il décrocha en Afrique du Sud un Master en métallurgie de l'**Université de Witwatersrand**, avant de travailler dans les charbonnages de Wittbank, puis de se faire embaucher par **Anglo American**. Au sein des laboratoires de recherche d'Anglo à Johannesburg, il inventa un système d'augmentation de rendement des réacteurs de flottation, couvert par deux brevets. Ce qui lui permit ensuite de travailler sur des projets aurifères, notamment au Ghana et au Mali. En 2006, la junior australo-canadienne **Moto Gold Mines** lui confia la direction de **Borgakim**, sa filiale en RDC, qui explorait le riche gisement de *Kibali*. Après le rachat de Motogoldmines par la major Randgold en 2009, Louis Watum a été reconduit à son poste de directeur général de ce projet.

SUR LA TOILE

↳ Profil de Louis Watum sur le site de Forbes

↳ Communiqué de presse de Moto Goldmines annonçant l'arrivée de Louis Watum au board



Désiré Sangara

■ Le lobbyiste en chef de Banro Corp.

Avec **Donat Madilo**, directeur financier de **Banro Corp.**, **Désiré Sangara**, vice-président en charge des relations avec le gouvernement, figure parmi les cadres congolais les plus haut placés au sein de la firme canadienne. Discret, cet ancien banquier a été particulièrement efficace dans les négociations entre le gouvernement et Banro pour consolider la convention minière qui lie la compagnie à l'Etat congolais. Cette convention a été qualifiée par les représentants de la société civile de "*contrat léonin*" en raison des généreuses exonérations fiscales qu'elle accorde à Banro. Du fait du très efficace lobbying de Sangara, qui a suivi de bout en bout "le processus de révisitation des contrats et conventions miniers" piloté par le gouvernement de 2007 à 2009, la société canadienne, née des cendres de l'ancienne société publique **Sominki**, ne paie en effet pas d'impôt sur les bénéfices pendant dix ans. Banro Corp. n'est pas logé à la même enseigne que les autres acteurs majeurs du secteur aurifère congolais, notamment **Anglo Gold Ashanti**, **Randgold Resources** et **Mwana Africa**. La révision du code minier en cours en 2013 ne devrait donc pas l'affecter directement car sa convention est un régime dérogatoire à la législation en vigueur.

Le succès de Banro, qui a démarré la production d'or à *Twangiza* en 2011, permettant ainsi à la RDC de renouer avec la production industrielle de métal jaune, a conduit la société à développer une seconde mine d'or de classe mondiale, *Namoya*, située dans la province du Maniema.

Avant de rejoindre Banro, Désiré Sangara était le directeur général durant sept ans d'**Anglo Goldfields Kilo** (AGK), filiale d'**Anglo Gold Ashanti** dans le pays. Il travaillait auparavant pour la compagnie minière belgo-luxembourgeoise **Mindev**. Désiré Sangara est titulaire d'un Master en management d'**EDC** (Paris).

SUR LA TOILE

⇒ [Présentation du board sur le site de Banro Corp.](#)

Jacques-Prosper Ngandu

■ Le "monsieur Mwana Africa" au Congo

Ingénieur métallurgiste diplômé de l'**Université de Lubumbashi**, **Jacky Prosper Ngandu Kayembe** représente la multinationale **Mwana Africa** en RDC. Mwana a été fondé en 2005 par **Kaala Mpinga**, fils d'un ancien premier ministre sous **Mobutu**, et ex-haut cadre d'**Anglo American**. En RDC, Mwana contrôle 20% de la **Minière de Bakwanga** (MIBA), le producteur national de diamants situé dans le Kasaï, dont est natif Mpinga.

Jacques-Prosper Ngandu a une longue expérience du secteur minier, à la fois dans le public et dans le privé. Après avoir travaillé à la **Gécamines**, il s'est activé pour le compte de l'homme d'affaires belge **Georges Forrest**, mais les deux se sont ensuite brouillés sur les questions d'indemnités de départ au point d'aller en justice. Ngandu dispose aussi de ses entrées au sein de la **Banque mondiale**, avec laquelle il a participé à l'élaboration du code minier de 2002. Le changement de régime ne l'a pas perturbé car il a tout de suite été appelé au sein du premier gouvernement de **Joseph Kabila** en tant que directeur de cabinet du ministre des mines et des hydrocarbures, **Simon Tuma-Waku**. Rappelons en outre que le frère de Jacques Prosper Ngandu, un ancien ministre de la santé, était le médecin personnel du président Mobutu.

Bien qu'ayant ses entrées auprès de la présidence, Ngandu peine toutefois à relancer la MIBA. En acquérant les 20% de la société publique auprès du groupe belge **Sibeka**, filiale d'**Umicore**, en mai 2006 pour 11 millions de dollars, Mwana Africa comptait développer un projet minier ambitieux avec notamment un financement de près de 200 millions \$ de la banque sud-africaine **ABSA**. Cet apport en capitaux frais était conditionné à la cession par le gouvernement d'une partie de ses actions afin de permettre à Mwana Africa, pourvoyeur de capitaux, de prendre en main la gestion de la MIBA. Mais Kinshasa a repoussé l'offre et hésite à s'associer à des partenaires chinois, sans toutefois complètement fermer la porte à Mwana Africa.

Mise à part la MIBA, le projet le plus avancé de Mwana Africa en RDC est celui de la mine d'or de **Zani-Kodo** (2 millions d'onces), en Ituri dans la Province orientale. Au Katanga, Mwana Africa détient aussi 95% de **Semkhat**, une société qui possède une grande concession, riche en cuivre, cobalt, plomb et zinc, et qu'elle développe en partenariat avec **Anglo American**.

Discret, Kaala Mpinga se rend de temps à autre dans son pays natal, dans sa résidence cossue du quartier chic de la Gombe à Kinsasha. En RDC, Mpinga compte parmi ses amis l'ancien ministre du plan et ancien président de l'Assemblée nationale **Olivier Kamitatu**.



André Kapanga

- Le facilitateur de Tenke Fungurume

André Kapanga, vice-président senior chargé des relations avec le gouvernement de **Tenke Fungurume Mining** (TFM), une filiale de l'américain **Free-Port Mc Moran**, est une personnalité respectée dans le secteur minier voire au-delà pour ses talents de négociateur. Ce diplomate chevronné, qui a fait ses études aux Etats-Unis, a été d'une aide précieuse dans les discussions difficiles entre le gouvernement et TFM pour consolider la convention de la société minière portant sur le gisement géant de cuivre éponyme. Ces négociations ont été conclues avec succès en 2009 grâce à son riche carnet d'adresses. Son parcours l'a conduit à connaître tous les hommes influents du pouvoir en commençant par **Katumba Mwanke**.

Professeur associé de l'**Université de l'Illinois**, André Kapanga est originaire du Katanga. Il en connaît tous les us et coutumes, ce qui a persuadé TFM de le recruter. Kapanga entretient de bons rapports avec le chef de l'Etat, dont il a été le conseiller principal en matière de diplomatie de 2002 et 2004. Il connaît bien la région des grands lacs pour avoir été aussi l'envoyé spécial du président aux négociations de paix entre l'Ouganda et la **LRA** entre 2004 et 2007. Après avoir travaillé dans la sphère publique, il décida de rejoindre le grand projet de TFM, l'une des mines de cuivre les plus riches au monde avec des pics de teneur pouvant atteindre 9%.

Il avait auparavant servi sous Kabila père, pour lequel il fut entre autres pendant trois ans (1997-2000) l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la RDC aux **Nations unies**.

SUR LA TOILE

⇒ [Sa fiche LinkedIn](#)



Simon Tuma-Waku

- Un possible successeur de Kabwelulu

Ancien ministre des mines, **Simon Tuma-Waku**, que les miniers appellent affectueusement "Chairman", fait partie des hommes-clés du secteur minier congolais. Il est vice-président de la Chambre des mines et président du conseil d'administration de **Mutanda Mining**, la coentreprise entre **Glencore** et le groupe de **Dan Gertler**, qui produit 100 000 tonnes/an de cuivre. Il a d'abord fait ses preuves en Afrique du Sud, où il a travaillé pour l'équipementier minier **Bateman**.

Beau-frère de feu **Augustin Katumba Mwanke**, Tuma-Waku a été le premier ministre des mines et des hydrocarbures de **Joseph Kabila**, de 2001 à 2003. Mwanke lui aurait accordé ce poste en souvenir du gîte et du couvert qu'il lui avait offerts en Afrique du Sud quand, tout juste sorti de la faculté de Polytechnique de l'**Université de Kinshasa** dans les années 90, il avait émigré dans ce pays pour trouver du travail. Celui-ci avait alors résidé chez sa sœur, **Wivine Mumba Matipa**, épouse de Simon Tuma-Waku.

A la vice-présidence de la Chambre des mines, Tuma-Waku est en première ligne dans la bataille contre le projet de révision du code minier courant 2013. Il ne veut pas que l'on touche au code qu'il a façonné en tant que ministre. Sans couleur politique affichée, il cultive son côté technocrate avéré, sans renier sa proximité avec Joseph Kabila. Les miniers le verraient bien occuper le poste de ministres des mines.

Tuma-Waku est demeuré proche du chef de l'Etat en dépit de la disparition de son mentor Mwanke. La nomination en 2012 de sa femme, Wivine Mumba Matipa, au poste de ministre de la justice, serait intervenue en hommage au conseiller disparu. Simon Tuma-Waku s'est en outre rapproché de **Dan Gertler** par le biais de Katumba, qui était un proche parmi les proches de l'homme d'affaires israélien.

Simon Tuma-Waku demeure une personnalité appréciée des Congolais pour être venu à bout de la crise du carburant en 2001. Après son passage au gouvernement, il est retourné dans le privé et a pris la direction en 2006 de *DCP (DRC Copper et Cobalt Project)*, un projet de plus de 300 millions de dollars de valorisation de *KOV*, la riche mine de cuivre basée à Kolwezi au Katanga. Il a ensuite dirigé la société **Nikanor** de 2006 à 2008, qui fusionna avec **Katanga Mining** pour donner naissance à l'une des plus grandes sociétés minières de la RDC, **Kamoto Copper Compagny**. Simon Tuma-Waku a exercé les fonctions de président du conseil d'administration de cette nouvelle entité, filiale du suisse Glencore (215 milliards \$ de revenus en 2012), de 2009 à 2012, avant de présider aux destinées de Mutanda Mining (Mumi).

Titulaire d'un Master d'ingénieur des mines de l'**Université libre de Belgique** et d'un diplôme de management du **Henley Management College** de Londres, Simon Tuma-Waku représente les entreprises minières auprès de l'**Initiative pour la transparence dans les industries extractives** (ITIE) en RDC. Il est en outre un proche de l'entrepreneur minier congolais **Kalaa Mpinga** pour avoir longtemps travaillé avec lui dans les mines sud-africaines. D'ailleurs, quand il a été promu ministre des mines, Simon Tuma-Waku a pris comme directeur de cabinet **Jacques Prosper Ngandu**, qui est par la suite devenu représentant résident en RDC de **Mwana Africa**, la société fondée par Kalaa Mpinga.

SUR LA TOILE

↳ Sa fiche LinkedIn

↳ Son profil Facebook

John Kanyoni Nsana

■ Leader de la filière stannifère

En dépit de sa position dominante dans la filière stannifère dans les deux Kivu et dans le Maniema, **John Kanyoni Nsana** fait partie des rescapés du business de la cassitérite, le minerai à partir duquel est extrait l'étain. Sa société de négoce **Metachem**, basée au Nord-Kivu, a été durement touchée par l'instabilité politique et les guerres récurrentes à l'est de la RDC. La filière stannifère a en outre fait l'objet d'une mesure générale d'interdiction d'exploitation par le ministre des mines en 2010 au motif qu'elle alimentait les conflits dans l'est. Cette mesure a porté un coup fatal à plusieurs sociétés du secteur. **Olive Namegabe**, patron de la **Fédération des entreprises du Congo du Sud-Kivu**, l'un des leaders sur ce créneau, a par exemple dû fermer son comptoir, pourtant l'un des plus importants à l'époque. Metachem a pour sa part résisté même après l'arrêt de la principale mine de cassitérite, le riche gisement de *Bisié* dans le Nord-Kivu, où s'approvisionnaient la plupart des comptoirs. Mais non sans sensiblement réduire la voilure.

John Kanyoni Nsana est l'un des vice-présidents de la **Chambre des mines**, pilotée par le Belge **Claude Pollet**, directeur des opérations de la mine géante de **Tenke Fungurume Mining**. Kanyoni côtoie aussi à ce titre **Simon Tuma-Waku**, autre vice-président de l'organisme professionnel. Kanyoni était également proche de **Katumba Mwanke**, qu'il a connu chez **Anvil Mining**.

Juriste formé à l'**Université de Kinshasa**, John Kanyoni, qui connaît également bien l'avocat

Emery Mukendi Wafwana, joue un rôle de premier plan dans les différents processus internationaux de certification et de traçabilité de la cassitérite. Kanyoni a ainsi pris part à la délégation congolaise, conduite par Kabila à Lusaka en Zambie en 2010 à l'occasion de la conférence sur la certification des minerais de la sous-région. Il est en outre le représentant de l'**International Tin Research Institute** (ITRI), un organisme international chargé de certifier que les minerais de cassitérite n'émanent pas des zones de conflit à l'est. Il s'emploie aussi à atténuer les effets de la loi *Dodd-Frank* sur l'économie locale.

SUR LA TOILE

⇒ Sa fiche LinkedIn



Serge Mulumba Kalambay

■ Le journaliste ex-dircab recyclé dans l'étain

John Kanyoni Nsana compte parmi ses concurrents dans la filière stannifère **Serge Mulumba Kalambay**, ancien journaliste proche du député **Pius Mwabilu** et ex-directeur de cabinet de l'ancien ministre des affaires sociales, le bâtonnier **Jean-Claude Muyambo**. Mulumba dirige la coopérative **CDMC** basée dans le Nord-Katanga, avec laquelle travaille toute une série de sociétés, qui exploitent, depuis la fermeture de la mine de *Bisié*, les sites de *Nyabibwe* et de *Kalimbi* au Sud-Kivu. Ces mines, classées "free" à l'**Initiative de l'étain libre** (Conflict Free Tin Initiative, CFTI), sont devenues particulièrement prisées. CDCM compte ainsi par exemple parmi ses partenaires la **World Mining Company** (WMC), qui a pu exporter, entre octobre 2012 et février 2013, quelque 237 tonnes de cassitérite pour une valeur de près de 2 millions de dollars. L'indien **Mining Mineral Resources** (MMR), ainsi que l'entrepreneur **Chetan Chug**, président du groupe minier **Somika**, sont aussi positionnés sur ce créneau.

Serge Mulumba est également en cheville avec l'un des deux frères du ministre **Martin Kabwelulu**, l'un des cofondateurs de la coopérative. Il est par ailleurs président de la **Fédération des coopératives minières du Katanga** (Fecomikat), qui regroupe 23 coopératives

SUR LA TOILE

⇒ Sa fiche LinkedIn

⇒ Présentation de la direction de la CDMC



Eric Monga

■ Le monsieur "doléances" des miniers au Katanga

Licencié en économie, mandataire en mines, **Eric Monga** a pris la tête début avril 2013 de la **Fédération des entreprises du Congo** (FEC), section du Katanga. Ancien conseiller du gouverneur **Moïse Katumbi Chapwe**, son ami d'enfance, Monga mène aussi de front une carrière dans le business minier. Il est administrateur et directeur de la société **Trade Services SPRL**, spécialisée dans la sous-traitance aux entreprises du secteur, notamment dans l'analyse d'échantillons et dans le transport de minerais. Dans ses fonctions au sein de la FEC, Eric Monga fait remonter les doléances des opérateurs miniers, concernant entre autres les difficultés d'importation d'équipements, auprès du gouvernement et de la **Chambre des mines** au niveau de la FEC nationale.

Ancien de **Boss Mining**, société de la galaxie **Dan Gertler**, Monga était proche de feu **Augustin Katumba Mwanke** ; il a été membre de son équipe lorsqu'"AKM" gouverna le Katanga en 1998. A ce titre, Monga est toujours en contact avec le ministre de l'intérieur de la région, **Dikanga Kazadi**, également ancien de l'équipe de Mwanke, tout comme avec **Ahmed Kalej Nkand**, l'administrateur directeur général de la **Gécamines**, ex-dircab de Mwanke au gouvernement du Katanga. Avec le ministre des mines **Martin Kabwelulu**, les rapports sont cordiaux à l'exception du dossier de la révision du code minier, en cours, à laquelle Monga est fermement opposé.

Soulignons qu'Eric Monga avait été désigné par le gouvernement en 2010 en tant que liquidateur de **Kingamyambo Musonoi Tailings (KMT)**, filiale de **First Quantum Minerals**.

SUR LA TOILE

↳ Sa fiche LinkedIn



Dan Gertler

■ Le "sauveur" de Kabila père et fils

L'Israélien **Dan Gertler** est arrivé dans la RDC de **Laurent Désiré Kabila** en 1999, à 23 ans. A cette époque, le pays venait d'entrer en guerre contre ses anciens alliés, le Rwanda et l'Ouganda, et le pouvoir du tombeur de **Mobutu** vacillait. Présenté au chef de l'Etat, le petit-fils de **Moshe Schnitzer**, fondateur de la Bourse de Tel Aviv, proposa 20 millions de dollars pour contrer la rébellion de l'**ADFL** et du **MLC**. Il décrocha en contrepartie le monopole d'achat de diamants artisanaux, pour lequel il créa la société **IDI Diamonds**. C'est à cette époque que Gertler croisa **Augustin Katumba Mwanke**, le futur conseiller présidentiel et "fils par adoption" de Kabila. Peu fier de son propre fils, **Joseph Kabila**, Laurent Désiré Kabila cultivait également une affection paternelle pour deux autres jeunes cadres : **Vital Kamerhe**, ex-speaker de l'Assemblée nationale, et **Didier Mumengi**, ancien ministre de l'information.

Suite à l'assassinat de Laurent Désiré Kabila en 2001, Joseph Kabila cassa le monopole de Dan Gertler sur les diamants. C'est alors qu'entra en jeu Katumba Mwanke, qui avait noué de bons rapports avec Kabila fils lorsque ce dernier était chef de la **Force terrestre**. Katumba alla donc plaider la cause de Gertler auprès du jeune chef de l'Etat en lui rappelant que le businessman avait fourni de précieux services à la RDC. A la suite de cette entrevue, et moyennant 15 millions \$, Gertler arracha les droits sur 88% de la production de pierres de la **MIBA**, l'opérateur national industriel des diamants. Ce fut le fameux contrat **Emaxon**, second "jackpot" du millionnaire israélien, entre temps devenu milliardaire, et qui fut tant décrié par les parlementaires. Dans le cadre de cet accord, Gertler fixait les prix sur les 88% de marchandises en question avant de les écouler sur le marché international, la MIBA n'ayant la main que sur les 12% restants.

Suite au nouveau contexte politique en 2003, Gertler a abandonné son contrat avec la MIBA pour se tourner vers le cuivre. Son premier coup fut le rachat pour 30 millions \$ de la mine de métal rouge inondée de **Kipushi**, avec le concours de Sud-Africains. Gertler l'a fait vider et l'a revendue pour 80 millions \$. Depuis, l'homme d'affaires, qui est détenteur d'un passeport congolais au titre de ses activités de consul honoraire de la RDC en Israël, fait la pluie et le beau temps dans la branche cupro-cobaltifère katangaise. Il est presque partout : en affaire avec le groupe **Forrest** dans la mine de **KCC**, en partenariat avec **Glencore**, dans **Mutanda Mining**, également en association avec Glencore... Courant 2013, le groupe kazakh **ENRC**, malmené sur le plan international, a demandé à Gertler de lui céder ses 49% dans **KMT**, l'ex-mine de **First Quantum Minerals** saisie par Kinshasa grâce au plaidoyer efficace de l'avocat **Célestin Lukombe**

Nghende, conseil de la **Gécamines** et du **Cadastre minier** en 2009. De manière générale, Gertler est devenu imbattable en matière de montages financiers exotiques (îles Vierges britanniques, etc.) pour acheter des actifs miniers à prix cassés.

Dernièrement, Gertler s'est lancé dans un projet agricole ambitieux, **Kitoko Food**, du côté du Bandundu. L'homme d'affaires est aussi présent dans le secteur aurifère avec le projet de **Moku Beverendi** à Watsha en Province orientale. Dans cette même province, il dirige aussi le projet géant de minerai de fer de **Banalia (Orico)**, dans lequel il a investi 10 millions \$ et qui est en attente d'infrastructures ferroviaires d'évacuation. La **Gertler Family Foundation**, la plus importante du pays, est très active dans la rénovation des écoles, l'équipement des hôpitaux, etc. L'ensemble de ses actifs financiers, estimé à plus de 10 milliards \$, est contrôlé par la holding **Groupe Fleurette**.

Son avocat est Me **Médard Palankoy** ; son principal collaborateur en RDC est **Peter Deboutte**, un Belge installé en RDC bien avant Dan Gertler et qui devint par la suite le responsable financier d'IDI Diamonds. Son dénicheur d'opportunités d'affaires est **Yves Kabongo**, un *Luba* du Kasai, négociant de diamants de la ville de Tshikapa, où il fit la connaissance de Deboutte, qui le présenta à Gertler. Le businessman israélien cherchait en 2008 un manager pour gérer sa société Orico et son projet de fer de **Banalia** en province orientale. Kabongo a par la suite pris la direction du projet aurifère de **Moku Beverendi** en Ituri dans la province orientale.

SUR LA TOILE

- | | |
|---|--|
| ⇒ Sa fiche Wikipédia | ⇒ Dan Gertler sur Jeune Afrique |
| ⇒ Profil de Dan Gertler sur le site de Forbes | ⇒ Article de Bloomberg sur Dan Gertler |
| ⇒ Article de LaLibre.be sur Dan Gertler | ⇒ Article de The Independent sur Dan Gertler |



George Arthur Forrest

■ Le roi du cuivre déchu

Issu de l'une des familles belges les plus anciennes de la République du Congo - **Rachel**, sa défunte mère, à l'instar du père de **Moïse Katumbi Chapwe**, faisait partie de la communauté juive italianophone de Rhodes -, **George Arthur Forrest** a connu **Laurent Désiré Kabila** dans sa jeunesse. Quand Laurent Désiré Kabila prit le pouvoir en 1997, il a repris contact avec Forrest pour lui demander de travailler avec le nouveau régime comme il le faisait déjà sous **Mobutu**. La connexion entre les deux personnalités fut établie par **Umba Kyamitala**. Forrest s'engagea à soutenir le nouveau pouvoir mais, en contrepartie, lui qui était dans les travaux publics obtint de prendre pied dans le secteur minier, où Umba Kyamitala était entre temps devenu PDG de la **Gécamines** (GCM). Grâce à Kyamitala, il organisa une véritable OPA sur les mines de la Gécamines.

Suite à la mort de Laurent Désiré Kabila en 2001, Forrest a progressivement perdu en influence. Il rechignait à financer l'effort de guerre comme le souhaitait le régime. Sa disgrâce a coïncidé avec la percée de **Dan Gertler**, qui se proposa de généreusement sponsoriser le pouvoir et activa à l'époque ses réseaux ukrainiens.

Forrest demeure cependant toujours un homme puissant en RDC. Il contrôle la majorité des parts de la plus grande banque du pays, la **BCDC**. Il a aussi des intérêts non négligeables dans **Korongo Airlines**, une compagnie aérienne créée en partenariat avec **SN Brussels**. Il demeure en outre proche du député national **Pius Mwabilu Mbayo Mukala**, patron du groupe de presse

L'**Avenir** (radio, télé et quotidien). Forrest est aussi en bons termes avec le ministre des mines **Martin Kabwelulu** et le trublion **Gabriel Kyungu Wa kumwanza**, président de l'assemblée provinciale du Katanga, ex-gouverneur de la même province. Ces deux personnalités étaient ses principaux alliés lors du conflit qui avait opposé EGMF (**Entreprise générale Malta Forrest**) à la Gécamines dans l'opération de cession à un tiers de 60% d'EGMF dans la **CMSK** en mai 2011. Dans ce dossier, la Gécamines a fait valoir son droit de préemption sur les 60% en question. S'en était suivi une saga judiciaire remportée in fine par le duo **Albert Yuma** et **Kalej Nkand**, respectivement numéro un et numéro deux de la GCM, qui repartit avec les 60% dans CMSK. Dans ce face-à-face, Forrest disposait pourtant de l'appui du ministre des mines, du gouverneur du Katanga **Moïse Katumbi**, et du président de l'Assemblée nationale **Kyungu Wa kumwanza**.

Cet échec fut la défaite de trop pour Forrest, d'autant qu'elle est intervenue après la dépossession par l'Etat congolais, au profit d'investisseurs chinois, de sa mine de cuivre de *Dima*. Il réclama à ce titre à l'Etat une indemnisation de 800 millions de dollars. L'homme d'affaires belge a toutefois depuis su maintenir ses positions dans l'industrie nationale du ciment, dont il contrôle 75% des parts de marché. Ses rapports avec Kabila fils sont froids.

SUR LA TOILE

↳ Site de l'EGMF

↳ Sa fiche Wikipédia



Michel Makaba Mbumba

■ Le patron de l'or congolais

Administrateur directeur général (ADG) par intérim de la **Société minière de Kilo-Moto** (Sokimo), entreprise commerciale créée en 2010 par l'Etat, son actionnaire unique, **Michel Makaba Mbumba**, est un homme du sérail. Il est issu de l'ancêtre de la Sokimo, l'**Office des mines d'or de Kilo-Moto** (Okimo), dont il était directeur financier.

Makaba a été nommé à la tête de la Sokimo en novembre 2010 par l'ancienne ministre du portefeuille **Jeannine Mabunda**, quand l'ADG sortant, **Willy Bafoa**, alors parmi les cadres les plus fortunés du parti présidentiel, est entré en campagne pour les élections législatives dans la circonscription de Kisangani pour le compte de l'**Alliance pour la majorité présidentielle** (AMP). Egalement membre de l'AMP, Makaba est un ancien membre de l'équipe rapprochée de Kabila.

L'une des initiatives les plus importantes récemment prises par Michel Makaba Mbumba est la signature, le 28 avril 2012, avec le président de la firme chinoise **Fametal Wang Bin**, d'un contrat d'option qui confère à cette dernière des droits exclusifs sur les *PR 11793, 11811 et 11827* situés dans les territoires *Niangara* et *Dungu* du district du Haut-Uélé. Par la suite, le contrat a été élargi à l'ensemble des concessions de la Sokimo.

A la tête de la Sokimo, Michel Makaba doit faire face aux critiques de l'opposition. En octobre 2012, le député provincial **Dieudonné Watsa** a sollicité l'interpellation de l'ADG à l'Assemblée nationale pour "*mauvaise gestion*". Cet élu s'est offusqué à l'époque que la Sokimo soit dans l'incapacité de payer ses 5 000 employés après avoir reçu plusieurs dizaines de millions de dollars américains de ses partenaires au titre du projet *Kibali Gold*. Les conditions de la cession des 20% des parts de l'Etat dans ce projet à **Randgold Resources** et à **AnglogoldAshanti Goldfields** avaient déjà été soulevées à l'Assemblée nationale en 2010 par le député du **Mouvement de libération du Congo** (MLC) de **Jean-Pierre Bemba, Fidèle Babala**.

Licencié en économie appliquée de l'**Université de Kinshasa**, Michel Makaba est aussi diplômé en gestion des complexes agro-industriels de l'**Université de Turin**. Il est titulaire d'un diplôme en administration des prêts extérieurs délivré par le centre de formation de la **Banque africaine de développement**. Il est par ailleurs l'ancien secrétaire rapporteur du groupe sectoriel de travail Mines dans le cadre du **Comité de pilotage de la réforme des entreprises publiques** (Copirep).

SUR LA TOILE

⇒ Site de la Sokimo

⇒ Fiche de Michel Makaba Mbumba sur le site de la Sokimo

Hubert Kazadi Mabika

■ Le réconciliateur du Kasai

Brillant ingénieur, **Hubert Kazadi** était depuis 2010 directeur général de la **Société congolaise d'investissement minier** (SCIM), héritière de la **Sengamines**, qui exploite le riche gisement de diamants de *Tshibwe* dans le Kasai. Il est depuis avril 2013 directeur général adjoint de la **Société Anhui-Congo d'investissement minier** (*Sacim* SPRL), qui a remplacé la SCIM. Proche de **Joseph Kabila**, Kazadi a su gagner la confiance du chef de l'Etat après avoir piloté avec succès le rapprochement entre la société d'Etat et la société chinoise **Anhui Foreign Economic Construction Group Co Ltd** (Afecc), installée au Zimbabwe. Ce serait le président **Robert Mugabe** en personne qui aurait conseillé à Kabila d'associer les deux entités. Le leader zimbabwéen aurait ainsi voulu remercier la RDC pour son soutien lors de la bataille pour la levée de l'embargo sur les diamants de Marange et de Mbada de l'ancienne Rhodésie du Sud. En 2011, date de la suspension de l'interdiction, Kinshasa présidait le **Processus de Kimberley**.

La mission de mise en relation avec Anhui fut donc confiée à Hubert Kazadi. Elle a débouché sur un accord de joint-venture et un financement de 500 millions de dollars d'Anhui au profit de la Sacim. Cette dernière, dépourvue de fonds de roulement, opère depuis début 2013 une petite usine pilote sur le site de *Tshibwe* dans une zone difficile d'accès et avec des problèmes récurrents de fonctionnement de sa laverie.

Kabila a misé sur la nomination d'Hubert Kazadi pour se réconcilier avec les peuples du Kasai qui lui reprochent d'avoir tué la **Minière de Bakwanga** (MIBA), dont Kazadi est un ancien cadre. On se souviendra aussi que le diamant qui fut offert à la reine de Belgique, **Paola**, lors de la célébration du cinquantenaire de la RDC en 2010, provenait de la SCIM. Kazadi est réputé proche du Belge **Claude Pollet**, le directeur d'exploitation de **Tenke Fugurume Mining** et président de la Chambre des mines. Il entretient aussi de bons rapports avec le ministre des mines en RDC, **Martin Kabwelulu**.

Ingénieur des mines, titulaire d'un brevet de procédé de concentration gravimétrique, Kazadi est l'ancien directeur général de la joint-venture Sengamines, ancêtre de la SCIM, qui fut constituée à partir des sociétés **Oryx**, **Comiex** (entité liée aux intérêts de la famille Kabila sous Kabila père) et de la MIBA. Les concessions de la Sacim couvrent 712 km² du massif kimberlitique de Tshibwe, dont le potentiel est de 61 millions de carats.

Georges Tshilengi Shambuvi

- Le numéro deux de Jeffrey Ovia à la MIBA

Georges Tshilengi Shambuvi, administrateur de la **Minière de Bakwanga** (MIBA), est très connu à Mbuji-Mayi, d'autant qu'il siège aussi dans le comité de gestion de l'université de la ville. Avant d'occuper ces fonctions, il a travaillé plusieurs années à la **Banque commerciale zaïroise** (BCZ), aujourd'hui **Banque commerciale du Congo** (BCDC), contrôlée par le groupe belge **Forrest**. Tshilengi Shambuvi s'est présenté aux élections législatives au Kasai oriental comme indépendant proche de la majorité présidentielle et fut élu député en 2006. Sa tâche, délicate, est de seconder le *Chief Executive Officer* canadien de la MIBA, **Jeffrey Ovia**, dans le redressement de cette entreprise.

Proche de **Jeannine Mabunda**, l'ancienne ministre du portefeuille, Ovia figure parmi les rares cadres étrangers recrutés par le pouvoir. C'est un ancien dirigeant de **First Quantum Minerals** en RDC. Il faisait partie de la mouvance d'**Augustin Katumba Mwanke** qui décida de la décapitation de toutes les filiales de la société canadienne au Congo-K.

Moïse Ekanga Lushima

- Le pasteur négociateur en chef du contrat chinois

Personnage-clé des négociations du contrat chinois "infrastructures contre minerais" paraphé le 17 septembre 2007, **Moïse Ekanga** chapeaute le **Bureau de coordination et de suivi du programme sino-congolais**. Cette structure est chargée du déploiement de la **Sicomines**, la joint-venture créée pour rembourser le prêt de 6,2 milliards de dollars consenti par l'**Exim Bank of China** à la RDC dans le cadre de l'accord. La première production de la Sicomines à partir des mines de cuivre katangaises est attendue en 2015. Ce projet fait partie de la vision présidentielle des "cinq chantiers" lancée dans le sillage de l'élection de 2006.

Pasteur à l'Eglise *Sans Précieux*, Moïse Ekanga Lushima, économiste de formation et natif du Kasai (Tetela), occupe cette position stratégique en partie grâce au soutien dont il jouissait auprès de feu **Augustin Katumba Mwanke**. Ekanga avait croisé le conseiller présidentiel disparu alors que ce dernier n'était qu'un simple attaché au ministère des finances sous les anciens ministres **Mwana Nanga Mwapanga** et **Fernand Talangay**. A cette époque, de 1999 à 2000, Moïse Ekanga était directeur de cabinet adjoint de l'ex-thisekediste Talangay. Katumba fut ensuite nommé gouverneur du Katanga par le chef de l'Etat. Les deux hommes ont depuis lors toujours entretenu des rapports intimes. En dépit de la disparition de Katumba, Moïse Ekanga, qui avait déjà tissé sa toile y compris à la présidence, demeure un personnage clé du secteur minier. Intelligent et travailleur, il est apprécié par le président pour sa discrétion et son efficacité.

Clé de voute de la sécurisation des actifs miniers dans un environnement juridique hautement instable, les avocats mandataires en mines sont très courtisés. Certains, comme l'ultra discret **Médard Palankoy**, conseil de **Dan Gertler**, constitue la pierre de touche de l'empire de l'homme d'affaires israélien. D'autres, comme **Emery Mukendi**, sont devenus les conseils quasi attirés des autorités congolaises sans que cela ne les empêche de continuer à travailler avec les entreprises minières.



Dorothee Madiya Mwamba

- L'ancienne collaboratrice d'Emery Mukendi Wafwana

Dorothee Madiya Mwamba est l'une des rares femmes sur la quarantaine de mandataires en mines de la RDC. Avocate entre autres de **Randgold Resources** et de **Rio Tinto** au Congo-K, elle est proche du ministre des mines **Martin Kabwelulu**, avec lequel elle a étroitement collaboré lors du processus de révisitation des contrats et conventions miniers en 2007. Son premier cercle de connaissances comprend aussi l'ancien vice-premier ministre chargé de la reconstruction **Emile Bongeli** (2007-2010), cadre du parti présidentiel et président du conseil d'administration de la **Régie des voies aériennes congolaises (RVA)**. Ce proche de **Joseph Kabila** avait été écarté du gouvernement parce qu'il était favorable à l'époque à une résolution à l'amiable du conflit qui opposait **First Quantum Minerals** à la RDC. L'avocate **Elodie Nsimire**, l'une des épouses d'Emile Bongeli, fait partie du cabinet de Dorothee Madiya. En tant qu'avocate de Randgold, Me Madiya Mwamba entretient aussi de bonnes relations avec **Louis Watum**, représentant résident de **Randgold RDC** et directeur général de **Kibali**, la filiale de Randgold.

Dorothee Madiya est diplômée de la faculté de droit de l'**Université de Kinshasa**. C'est là qu'elle a connu son confrère **Emery Mukendi Wafwana**, avec lequel elle s'était alors associée et avait cofondé le **Cabinet Emery Mukendi Wafwana**. Partie en Europe pour poursuivre ses études, elle n'est toutefois pas parvenue à réintégrer la société en tant qu'associée et a rompu avec Mukendi, qui l'a écartée de la direction. La brouille fit beaucoup de bruit et les deux anciens partenaires ne se sont plus jamais adressés la parole. Dorothee Madiya est alors partie fonder son propre cabinet en 2005.

C'est Dorothee Madiya qui avait émis l'avis juridique favorable à **ENRC** pour la reprise des mines du canadien **FQM**.

SUR LA TOILE

↳ [Site du cabinet de Dorothee Madiya Mwamba](#)

Lambert Djunga

- L'avocat par excellence des compagnies minières

Cabinet congolais de premier plan, **Djunga & Risasi** a été créé en 2000 par **Lambert Djunga**, spécialiste entre autres des domaines minier, pétrolier et finance internationale. Lambert Djunga a travaillé dès les années 80 à Kinshasa pour le cabinet américain **Allen, Duncan & Mitchel**. C'était à l'époque l'un des tous premiers cabinets d'affaires établis au Congo orientés vers le secteur minier. Son partenaire, **Pierre Risasi**, est également spécialisé dans le droit minier.

Djunga et Risasi collaborent principalement avec des opérateurs privés. Il compte parmi ses

clients : **Anvil Mining Corporation**, **Banro**, **BHP Billiton**, **BRC Diamond Core**, **Vale**, **DCP**, **Freeport McMoran**, **Jindal Steel and Power**, **Glencore**, **Gold Fields**, **Marc Rich Investments & Co. AG**, **Metorex**, etc. Le cabinet avait notamment été approché par le gouvernement dans l'arbitrage international qui opposait **First Quantum Minerals** à la RDC. La procédure n'est toutefois pas allée jusqu'au bout car **ENRC**, le repreneur des actifs miniers du canadien FQM, avait conclu un arrangement à l'amiable qui a interrompu la procédure devant la chambre arbitrale de Paris.

SUR LA TOILE

↳ Sa fiche LinkedIn

↳ Fiche de Djunga & Risasi sur LexAfrica

Médard Palankoy Lakwas

■ Le conseil de Dan Gertler

Médard Palankoy Lakwas est l'un des hommes-clés du système **Dan Gertler**. C'est cet avocat inscrit au barreau de Kinshasa qui a orchestré les opérations de reprise de l'ensemble des actifs de **First Quantum Resources** saisis par la RDC pour le compte du **Groupe Fleurette** de l'homme d'affaires israélien. Fleurette est détenu par **Fleurette Properties Limited**, dont le capital est indirectement contrôlé par un fonds de gestion discrétionnaire placé au nom de l'épouse et des enfants de Dan Gertler. En 2012, les actifs en question ont été rachetés par la firme kazakhe **Eurasian National Resources Corporation** (ENRC) auprès de **Camrose**, une autre société de la galaxie Gertler. Sur ce volet-là, Palankoy était mandataire de filiales de Camrose dans les sociétés **Akam Mining SPRL** (Akam) et **Simplex Holding SPRL** (Simplex).

Le **Cabinet Médard Palankoy** est donc incontournable dans le dispositif juridique de l'empire Gertler. C'est toujours par son intermédiaire qu'une autre société de l'Israélien avait acquis des droits sur les blocs pétroliers du Graben Albertine ravis au Britannique **Tullow Oil**.

Homme très puissant, Palankoy est également le représentant légal du mouvement spirituel **ASBL Message du Graal** au Congo-K. Il a ses entrées dans les bureaux du président **Joseph Kabila**, qui le connaît personnellement. Le ministre des mines **Martin Kabwelulu Labilo** fait aussi partie de son entourage, tout comme l'était l'influent conseiller présidentiel **Katumba Mwanke**.

SUR LA TOILE

↳ Site du mouvement Message du Graal

↳ Fiche du Groupe Fleurette sur Wikipédia

↳ Fiche de Médard Palankoy Lakwas le site du barreau de Kinshasa



Emery Mukendi Wafwana

■ Le double jeu d'Emery Mukendi Wafwana

Emery Mukendi Wafwana, dit "Elephant", est devenu incontournable dans le secteur lorsque son cabinet **Emery Mukendi Wafwana & associés** a remporté le marché de la refonte du code minier en 2001. A l'époque, les observateurs du secteur estimaient que sur le plan technique, la meilleure offre provenait en fait du **Cabinet Djunga & Risasi**, premier cabinet mandataire en mines du pays,

mais l'offre financière de ce dernier avait été jugée excessive.

Réputé opportuniste, Emery Mukendi Wafwana entretient des liens étroits avec le pouvoir, en particulier avec le ministre des mines **Martin Kabwelulu**. Il s'était aussi rapproché de feu **Augustin Katumba Mwanke** par l'entremise de **Lucie Tshipumpu**, fille de **Lucien Tshipumpu wa Tshipumpu**, l'un des plus célèbres journalistes congolais, qui était une proche du conseiller présidentiel décédé. A l'issue de ce rapprochement, Emery Mukendi est devenu le principal conseil de la **Gécamines** et du gouvernement en matière de contrats miniers.

Emery entretient par ailleurs de bons rapports avec l'ex-ministre de la justice **Luzolo Bambi**. Celui-ci lui avait apporté son soutien dans la bataille pour le marché de la représentation de la RDC dans le dossier **FG Hémisphère**. Ce fonds vautour avait bloqué devant la cour de Hongkong le transfert par **Exim Bank of China** au profit de Kinshasa de 350 millions de dollars dans le cadre du gigantesque contrat chinois signé en 2007. Les liens avec Mukendi se sont tissés par le biais de l'une des plus proches collaboratrices de Luzolo, **Eugénie Elanga**.

Mais la proximité d'Emery Mukendi avec le pouvoir n'est pas sans provoquer une certaine méfiance chez les opérateurs miniers, dans la mesure où ces derniers se retrouvent régulièrement en conflit avec les autorités. Et, de fait, dans plusieurs dossiers, Emery Mukendi s'est retrouvé dans des situations de conflit d'intérêts, où il était à la fois avocat de l'Etat ou de l'entreprise publique Gécamines, et en même temps conseil des opérateurs privés.

Cela n'a d'ailleurs pas empêché Emery Mukendi Wafwana & associés d'être retenu au second semestre 2012, à la suite de l'appel d'offres lancé par **Promines**, dans le cadre du "*Projet de bonne gouvernance dans le secteur minier - comme facteur de croissance*" comme "consultant juridique national" pour assister techniquement le gouvernement congolais dans le nouveau processus de révision du code minier. Ce projet est financé par l'**IDA (Groupe Banque mondiale)** et le *DfID* britannique. L'une de ses responsables au cabinet Mukendi est maîtresse **Esther-Rose Lufuta**.

SUR LA TOILE



Site du cabinet Emery Mukendi Wafwana & associés



Biographie d'Emery Mukendi Wafwana



Alex Kabinda Ngoy

■ Le rédacteur des codes Larcier

Le cabinet d'avocats **Etude Kabinda**, établi à Kinshasa et à Lubumbashi, compte parmi les principaux mandataires dans le domaine minier. Son fondateur, **Alex Kabinda Ngoy**, a été le conseil de **Boss Mining** (gisement de *Mukondo*). Il jouit d'un grand prestige dans le monde juridique en tant que rédacteur en chef des codes *Larcier*, la "bible" des juristes belges et congolais qui répertorie toute la législation congolaise en vigueur au 1er juillet 2010 et fait l'objet d'une mise à jour régulière.

Le père d'Alex Kabinda Ngoy, **Luhonge Kabinda Ngoy**, également avocat, membre de la puissante ethnie *Balubakat*, est en outre très lié à la famille **Kabila**. Il avait été propulsé procureur général de la République en 1998 par le président **Laurent Désiré Kabila** alors qu'il n'était pas magistrat de carrière et n'avait en principe pas droit à une telle promotion. Joseph Kabila l'a

Des avocats miniers très convoités

maintenu à ce poste un certain temps avant de l'envoyer siéger au Parlement en tant que sénateur en 2007.

Une autre personnalité importante de ce cabinet est maîtresse **Natacha Latere**, diplômée de l'**Université de Liège** qui a travaillé chez **DCP SARL** comme assistante du président exécutif, l'ancien ministre des mines **Simon Tuma-Waku**. Pour rappel, DCP est une joint-venture établie en 2004 entre la **Gécamines** (25%) et **Global Enterprises Corporate** (75%) dont l'objectif était l'exploitation des concessions de *Kananga* et *Tilwezembe* au Katanga et la mine à ciel ouvert de *KOV*. Par la suite, en 2006, GEC est devenu filiale à 100% de la **Nikanor PLC**, dont le siège est sur l'île de Man, avec comme actionnaires **Beny Steinmetz** (50%), **Dan Gertler** (20%) et la famille **Gertler** (30%). En 2007, DCP fut absorbé par la filiale de **Glencore Katanga Mining**.

Natacha Latere est également proche du Néerlandais **Alexander Van Hoeken**, président de **Kilo Goldmines** depuis le 1er septembre 2011 et ancien de **Mwana Africa** et de la **Sengamines**.

SUR LA TOILE

↳ Site de l'Etude Kabinda

Chiffres-clés

Production minière nationale 2012 (30% PIB de 17 milliards \$)

- Cuivre : 620 000 t

- Cobalt : 109 000 t

- Or : 2812,6 kg (dont 508,58 kg de production artisanale et 2 304,04 kg de production industrielle)

- Diamants : 21 236 687,63 carats (dont 20 186 900,94 carats de production artisanale et 1 049 786,69 carats de production industrielle)

- Cassitérite : 1 480 t

- Coltan : 122 t